

**Eric Cheynis**

Doctorant à Paris 1 / CSU

ATER à l'IEP de Toulouse

261, rue du Faubourg Saint Martin

Boîte n° 23

75010 Paris

01 42 09 87 53

[eric.cheynis@wanadoo.fr](mailto:eric.cheynis@wanadoo.fr)

## **Usages et enjeux nationaux de l' " anti-mondialisation " : comment le " mouvement " prend pied au Maroc.**

### **Résumé**

A partir d'une enquête de terrain menée sur l'ATTAC Maroc et le premier Forum Social ayant eu lieu dans ce pays, cette communication se propose d'avancer quelques pistes d'analyses de la diffusion internationale des causes anti-mondialisation. En esquisant une typologie des militants de l'association marocaine, on tentera de placer la genèse de cette dernière au cœur des stratégies de luttes pour l'accès au marché du militantisme de la gauche radicale particulièrement fermé. Par ailleurs, l'importation-exportation d'un Forum Social au Maroc sera présentée comme la convergence de stratégies d'internationalisation et d'insertion différenciées dans des champs internationaux de mobilisations. Dans les deux cas, l'utilisation de l'international apparaît alors tout à la fois comme une ressource et une contrainte dans des enjeux qui demeurent, pour une bonne part, internes au Maroc.

Une affluence croissante aux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre : 10 000 participants lors de la première édition en janvier 2001, 50 000 en 2002, 100 000 en 2003.<sup>1</sup> Des délégations en provenance d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Nord. Une déclinaison de la formule des Forums aux niveaux continental, régional, national et local. L'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (A.T.T.A.C.), créée en France en juin 1998, qui revendique, quatre ans plus tard, non pas d'avoir créé mais tout au moins inspiré la création de 24 autres Comités en Europe, 9 en Afrique, 12 en Amérique latine, 1 en Amérique du Nord, 1 en Asie. Tels pourraient être résumés quelques un des aspects du développement international des mobilisations anti-mondialisation.

A partir de l'exemple du Maroc, cette communication cherchera à analyser les phénomènes de diffusion internationale des idées et des mobilisations. Il s'agira alors de comprendre comment les mobilisations anti-mondialisation prennent pied dans ce pays. En d'autres termes, quelles sont les conditions de développement de cette nouvelle cause ? Par quels processus, les discours et pratiques militantes qui lui sont attachées émergent-elles ? Comment ce phénomène qui a ses origines en Europe, en Amérique du Nord voire du Sud se diffuse ailleurs ? On formulera l'hypothèse que la construction d'une mobilisation anti-mondialisation au Maroc prend la forme d'une importation-exportation dont il faut mettre au jour les ressorts. On tentera de faire usage du concept de " champ " afin de cartographier les positions et les oppositions. Notre hypothèse est que l'importation de la cause " anti-mondialisation " est indissociable de son instrumentalisation dans les luttes internes au Maroc. En d'autres termes, la concurrence et les conflits au sein du champ associatif et militant marocain et leurs équivalents à l'international sont les moteurs de la diffusion et du développement du phénomène

---

<sup>1</sup> Le Monde, 6 février 2003.

étudié.. En nous inspirant des travaux de Yves DEZALAY et Bryant GARTH<sup>2</sup>, on essaiera de montrer que l'essor du marché de l'import-export symbolique repose à la fois sur une demande suscitée par le champ associatif marocain et une offre alimentée par la compétition internationale pour l'exportation de la cause " anti-mondialisation ".<sup>3</sup> Comme le souligne les deux auteurs, " nous ne pouvons pas nous intéresser aux exportateurs ou aux importateurs sans examiner comment leurs stratégies sont façonnées et déterminées par leurs positions à l'intérieur de leurs champs nationaux respectifs " <sup>4</sup>. Il s'agit donc d'identifier les acteurs en présence, en d'autres mots, les entrepreneurs marocains de la cause anti-mondialisation, et d'étudier leurs caractéristiques, les ressources tant symboliques que matérielles qu'ils utilisent mais aussi et surtout les relais internationaux avec lesquels ils sont en contact et sur lesquels ils s'appuient, comme autant de capital social.

Sans doute convient-il à ce stade d'apporter quelques précisions quant à notre objet d'étude. Les mobilisations anti-mondialisation au Maroc : de quoi parle-t-on exactement ? En d'autres termes, et pour reprendre une formule célèbre, combien de divisions ? Sans doute est-il encore prématuré de parler de " mouvement " anti-mondialisation marocain. L'ATTAC Maroc, dont l'Assemblée Constitutive s'est tenue le 15 juillet 2000 revendiquait, au début de l'année 2003, entre 400 et 500 membres<sup>5</sup> ; 3 groupes locaux étaient formellement constitués, 14 en voie de constitution et 7 tout juste émergents.<sup>6</sup> Par ailleurs, s'est tenu à *Bouznika* du 20 au 22 décembre 2002, le premier Forum Social Maroc qui a regroupé – bien au delà des membres de l'A.T.T.A.C. – durant 3 jours environ 400 participants en provenance de la quasi-totalité des régions du pays. Enfin, la participation de militants marocains aux différents Forums Sociaux – qu'ils soient mondiaux à Porto Alegre, ou bien régionaux à Bamako, Florence, etc. – va croissante depuis janvier 2001 et peut être estimée à environ une trentaine de personnes en provenance d'organisations diverses.

Cette communication repose pour l'essentiel sur une enquête de terrain menée au Maroc durant l'hiver et le printemps 2002-2003<sup>7</sup>, complétée par des entretiens conduits en France auprès de militants et membres d'ONG non seulement impliqués dans les Forums Sociaux, mais également en lien avec le champ associatif marocain. Concentré sur ce dernier, ce travail se veut une première étape d'une recherche qui impliquerait de multiplier davantage des lieux d'observation alors abordés comme autant de " champs " : Forum Social Africain, Comité international du Forum Social Mondial, positions et oppositions entre les différents Comités locaux de l'ATTAC France, etc.

On tentera, si ce n'est de vérifier, tout au moins de documenter notre hypothèse en abordant, en premier lieu, la création de l'ATTAC Maroc pour, par la suite, systématiser notre analyse sur le phénomène d'importation-exportation d'un Forum Social.

### **La genèse de l'ATTAC Maroc dans le champ concurrentiel de la gauche radicale : entre ressources et contraintes.**

---

<sup>2</sup> DEZALAY Yves, GARTH Bryant, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et " Chicago Boys "*, Traduit de l'anglais par Laurence DEVILLAIRS et Sara DEZALAY, Paris, Seuil, collection " Liber ", 2002, 208 p.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>5</sup> Ces chiffres sont très vraisemblablement la version la plus optimiste des effectifs. L'un des très rares articles de la presse marocaine consacré à l'association et publié en 2002 mentionnait le chiffre de 350 membres (*L'économiste*, vendredi 16 août 2002). Il ne nous a pas été possible d'éclaircir ce point, mais il est probable que ces données correspondent à un fichier d'anciens et actuels adhérents sans distinction de ceux qui ont renouvelé leur cotisation ou pas.

<sup>6</sup> Entretien avec le Secrétariat National. Casablanca, le 18 janvier 2003.

<sup>7</sup> Une observation participante effectuée lors du premier Forum Social Maroc qui s'est déroulé du 20 au 22 décembre 2002 à Bouznika, des observations de réunions internes de diverses associations, ainsi que 14 entretiens auprès de militants marocains et représentants des pouvoirs publics ayant participé à des Forums Sociaux Mondiaux ou des membres d'organisations impliquées dans le mouvement " anti-mondialisation " .

Dans un premier temps, on esquissera une typologie des militants de l'association afin de mettre au jour les ressorts d'émergence d'une nouvelle organisation dans un marché du militantisme perçu comme fermé. Puis après avoir abordé la relation à l'ATTAC France tout à la fois comme ressource et contrainte de la mobilisation, on s'arrêtera sur l'adaptation des causes et répertoires d'action au contexte local.

Avant tout, sans doute peut-il être intéressant de replacer la création de l'ATTAC Maroc dans le contexte plus large du champ politique et militant marocain. Sans trop vouloir nous attarder sur ce point, on s'inspirera des hypothèses d'Alain ROUSSILLON lorsqu'il parle, pour le Maroc, d'un "*procès d'apolitisation du politique*", ou encore d'une "*généralisation de modalités dépolitisées de passage au politique de la part des acteurs*"<sup>8</sup>. Il se propose alors d'interroger "*le paradoxe d'un haut degré de politisation des élites marocaines, qui se traduit par l'intensité des activités partisans, la prolifération de la presse engagée ou la propension élevée des conflits d'intérêts, notamment au niveau local, à s'énoncer en termes politiques, partisans, et ce qui [lui] apparaît comme des logiques convergentes qui tendent à une dépolitisation, sinon des rapports de forces politiques, du moins des conditions de dévolution et d'exercice du pouvoir politique*"<sup>9</sup>. En d'autres termes, la possibilité d'accéder à la scène politique marocaine serait indissociable d'une apolitisation des enjeux. Dans ces conditions, le champ associatif – parce que non directement lié à la conquête du pouvoir – pourrait constituer un refuge pour des forces politiques et des militants refusant de se soumettre à cette "*apolitisation consensuelle du politique*".<sup>10</sup>

**Des militants en quête d'une organisation nouvelle ou comment "renouveler les pratiques militantes" :**

Si, comme le suggèrent YVES DEZALAY et Bryant GARTH, les importateurs sont déterminés par la position qu'ils occupent au sein de leurs champs respectifs, il s'avère alors utile d'esquisser une typologie des militants de l'ATTAC Maroc. En d'autres termes, qui sont-ils, mais surtout, qu'elles sont leurs caractéristiques sociales?<sup>11</sup> Si l'association recrute exclusivement parmi la gauche radicale marocaine, cette homogénéité apparente n'en cache pas moins des clivages bien réels. Comparée aux autres organisations militantes marocaines, l'ATTAC semble recruter dans une population plus jeune (encore que cela demeure tout relatif). Tous ont fait des études et beaucoup ont même un parcours universitaire, ce qui constitue un fait remarquable dans un pays où le taux d'analphabétisme demeure très élevé.<sup>12</sup> Ce capital culturel indéniable n'en fait pas pour autant une élite. Les jeunes, en particulier, ressentent d'énormes difficultés à s'insérer sur le marché du travail et se retrouvent ainsi dans une situation économique plus que délicate. Sans doute peut-on parler de "dominants des dominés". Au delà de ces

---

<sup>8</sup> ROUSSILLON Alain, " Réforme et politique au Maroc de l'alternance : apolitisation consensuelle du politique ", non publié, p. 2

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>10</sup> "*Au point que d'aucuns se prennent à voir dans la scène associative, sur laquelle s'expriment majoritairement ces mobilisations et dans les débats de presse qu'elles suscitent, avec une liberté de ton probablement sans équivalent dans la région arabe, une manière de substitut ou d'alternative à la scène politique " formelle ", où des partis usés et déconsidérés peineraient à se faire entendre, manières, y compris pour les acteurs politiques, de faire de la politique " autrement "*", *Ibid.*, p. 5. En ce sens, cette " fonction refuge " du champ associatif n'est pas nouvelle, le dynamisme des associations culturelles durant les années 1970 peut alors être vu comme la contrepartie des difficultés voire de l'impossibilité pour les partis de gauche d'accéder alors à la scène politique.

<sup>11</sup> Sans doute conviendrait-il de mener une enquête plus systématique sur ce point, en particulier en faisant circuler un questionnaire parmi les militants, ce qui n'a pu être conduit à son terme.

<sup>12</sup> L'analphabétisme frappe encore près de la moitié de la population (55 % des plus de 15 ans en 1998), avec des taux encore plus élevés pour les plus fragiles : le taux d'analphabétisme des ruraux était en 1998 de 74 %, et celui des femmes de plus de quinze ans de 69 % (contre 42 % en Tunisie) ; il dépasse 82 % pour les femmes rurales.

caractéristiques générales partagées, les observations menées ont mis au jour ce qui semble être un clivage majeur à la fois en terme de carrières militantes différenciées et d'existence, ou pas, d'un capital social facilitant l'accès à l'international.

En fonction tout d'abord de leur parcours militants, les membres de l'ATTAC ne vont pas avoir le même rapport à l'association. D'un côté, on trouve des individus qui ont une autre appartenance partisane ou syndicale et pour lesquels l'engagement dans l'ATTAC n'est que " secondaire ". Ils sont fortement insérés dans une ou plusieurs autres organisations et peuvent être considérés, à ce titre, comme des " établis " en terme de carrière militante. De l'autre, des individus pour qui l'ATTAC représentent leur unique engagement et qui, plus largement, peuvent apparaître comme des " précaires " du militantisme. Des jeunes, bien sûr, qui, compte tenu de leur âge, n'ont pas de carrière militante à leur actif. Débutants en matière d'engagement politique, ils sont très critiques vis-à-vis des organisations traditionnelles disponibles sur le marché du militantisme, et investissent alors l'ATTAC comme un lieu de renouvellement des discours et pratiques. A leur côté, et au delà des effets de génération (sans doute bien réels), on retrouve également des individus plus âgés qui ont déjà un long parcours de militants politiques et/ou syndicaux. Ceux-là sont déjà passés par de nombreuses organisations de la gauche radicale marocaine sans jamais avoir réussi à en trouver une qui leur conviennent et ainsi stabiliser leur carrière militante. Las des démissions et autres exclusions, ils semblent, eux aussi, trouver dans l'ATTAC une organisation " refuge " où le discours sur " l'anti-mondialisation " est pour eux un moyen de renouveler les pratiques militantes et politiques et concurrencer ainsi un milieu qui leur semble fermé et trop " figé ". S'ils dénoncent vivement les pratiques politiques d'organisations dans lesquelles ils n'ont pas réussi à trouver leur place, ils n'en soulignent pas moins des proximités idéologiques qui perdurent. La genèse de l'ATTAC serait donc ainsi liée à l'extrême fermeture d'un marché du militantisme dont certains voudraient bouleverser les règles d'accès.<sup>13</sup>

Si le type de carrière militante est un facteur de différenciation, la capacité à nouer des relations avec l'étranger, et aussi concrètement à voyager, est porteuse de clivages et révélatrice de la détention d'un capital social précieux pour les causes " anti-mondialisation ". Ce facteur discriminant recoupe, pour partie, la distinction précédemment identifiée. Il s'avère ainsi que les militants " précaires " sont aussi ceux qui possèdent un certains nombres de caractéristiques déterminantes pour s'engager dans des mobilisations transnationales. Ils maîtrisent d'autres langues que l'arabe : le français, l'espagnol et/ou l'anglais. Ils ont déjà eu l'occasion de voyager dans le cadre de leur études et/ou de leurs activités professionnelles. Ils auront plus de chances d'obtenir un visa pour participer à une mobilisation à l'étranger.<sup>14</sup>

Afin de nuancer le propos, et contrairement à ce que pourrait laisser penser la grille de lecture adoptée pour notre analyse, sans doute est-il nécessaire de réintroduire la dimension idéologique dans la description des positions et oppositions et d'enrichir ainsi notre esquisse d'une typologie. Si comme nous avons essayé de l'illustrer, les clivages reflètent une lutte des places, les militants les expriment aussi en termes d'idées. Ainsi, dans leurs analyses et la justification de leurs positions, les militants " précaires " insistent sur, ce qui est pour eux, une nécessaire prise en compte des bouleversements idéologiques

---

<sup>13</sup> Ne pourrait-on pas alors généraliser à la gauche radicale ce que Alain ROUSSILLON souligne au niveau local des activités partisans ? : " *c'est rarement sur des bases proprement politiques, partisans, que les candidats parviennent à se faire élire : la plupart des dirigeants politiques " nationaux ", de droite comme de gauche, prennent bien soin de se présenter dans leur " fief ", bien souvent rural, pour mobiliser les divers réseaux d'appartenance " primaires " - familles élargies, tribus, réseaux confrériques...- dans lesquels ils sont insérés par le fait de leur enracinement local, tandis qu'en milieu urbain, ce sont pour l'essentiel les réseaux d'appartenance syndicales ou professionnelles, ou plus récemment les réseaux associatifs<sup>13</sup>, qui prennent le relais pour donner accès à une notabilité transposable en termes électoraux. [...] Il ne s'agit pas de suggérer ici que ce sont, encore et toujours, la famille, la tribu ou la confrérie qui font la politique, dans ce Maroc exotique, mais, à l'inverse, d'interroger la façon dont ceux qui font de la politique ne se privent pas de les activer et de les réactiver sous le couvert, pourrait-on dire, des affiliations partisans "*. ROUSSILLON Alain, *art. cit.*, p. 34.

<sup>14</sup> Si l'entrée au Brésil ne pose guère de problème, cette question est cependant cruciale pour les mobilisations ayant lieu en Europe.

induits par la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'URSS. A leurs yeux, même la situation marocaine a évolué, et il n'est plus possible de militer comme avant. Ils dénoncent alors chez leurs adversaires une incapacité à s'adapter aux nouvelles données des mobilisations, ainsi que leurs idéologies trop rigides et figées. De leur côté, les " établis " semble être sur des positions plus radicales à l'image du mouvement **An-Nahj Ad-Dimocrati**, (nous reviendrons plus loin sur cette organisation) qui se définit lui-même comme " *un mouvement démocratique radical à la perspective révolutionnaire ouvrant la voie à la société socialiste* ".<sup>15</sup>

La genèse de l'ATTAC Maroc serait donc ainsi indissociable d'une concurrence et d'une lutte des places au sein de la gauche radicale marocaine. Revenons un instant sur la création de l'association afin d'illustrer notre hypothèse. Dès décembre 1997, et le premier éditorial publié dans *Le Monde Diplomatique*, de nombreux militants ou sympathisants marocains de la gauche radicale suivent avec intérêt le processus de création de l'association en France. Son importation au Maroc est sérieusement envisagée à partir du début de l'année 2000. Le contexte répressif de l'Etat marocain va alors se faire ressentir sur la construction de l'organisation. Si, à la surprise de beaucoup, un premier rassemblement peut avoir lieu au nom d'une association non encore constituée<sup>16</sup>, en revanche, la première Assemblée Constitutive convoquée pour le 15 juillet 2000 est strictement interdite par les autorités. Lorsque les premiers participants se présentent, les locaux initialement prévus pour la réunion sont encerclés par les forces de sécurité. Ils trouvent finalement refuge auprès d'une ONG qui accepte de les accueillir mais ne leur accorde des locaux que pour deux heures. La mise en place des structures de l'association se fait donc ainsi dans la précipitation et un climat de tension qui ne fait qu'accentuer la concurrence entre les groupes politiques présents. Afin de pouvoir exister légalement et être officiellement reconnue, l'association a besoin de déposer des statuts et une liste de membres du bureau.<sup>17</sup> Mis à part quelques grandes villes (Rabat, Casablanca, Marrakech), où des militants ont commencé à se regrouper, aucun groupe local n'est véritablement constitué. Alors que beaucoup imaginaient que l'influence des différents groupes de la gauche radicale allait finalement s'équilibrer et s'annuler, la majeure partie d'entre eux semblent se désintéresser de l'initiative. Pourtant tous informés et invités – mais il est vrai que les conditions de déroulement de la réunion ont aussi pesé –, certains n'ont envoyé aucun représentant, d'autres de simples figurants et au final seul un groupe politique, **An-Nahj Ad-Dimocrati (La Voie Démocratique)**<sup>18</sup>, semblait à ce stade un minimum intéressé par la création de cette nouvelle structure<sup>19</sup>. Dans ces conditions, la réunion est tendue et houleuse et la petite équipe élue ce jour-là manque de légitimité. Elle a néanmoins mandat pour préparer le premier Congrès. Suite à la démission de plusieurs militants, le petit noyau qui perdure se sent encore plus fragile et n'a qu'une hâte : organiser le Congrès au plus vite et remettre son mandat. Ce dernier

---

<sup>15</sup> [www.annahjaddimocrati.org](http://www.annahjaddimocrati.org)

<sup>16</sup> Cette première réunion publique a eu lieu au début de l'année 2000 dans les locaux de la **Fédération des Œuvres Laïques (F.O.L.)** à Casablanca. Le président de l'ATTAC Rhône fut invité à y prendre la parole devant plus de 200 personnes.

<sup>17</sup> Jusqu'à sa modification en juillet 2002, le dahir n°58-376 du 15 novembre 1958 réglementant le droit d'association soumettait les conditions de déclaration et d'existence d'une association à l'arbitraire de l'autorité administrative. En effet, l'administration n'était pas tenue d'office de délivrer un récépissé provisoire attestant de la déclaration légale de l'association. Cette dernière demeurait donc dans l'expectative. Alors que l'ATTAC Maroc a été légalement déclarée auprès des autorités en juillet 2000 suite à son Assemblée Constitutive, elle n'a obtenu le fameux récépissé – et donc une " semi-existence légale " à défaut d'autorisation officielle – que le 30 mars 2002.

<sup>18</sup> Fondée en 1995 par d'anciens membres de l'extrême gauche marocaine, dès que la conjoncture politique l'a rendu possible, **An-Nahj Ad-Dimocrati** n'est toujours pas reconnue officiellement et n'a donc pas d'existence légale. Elle se veut " *la continuation politique et idéologique du Mouvement Marxiste-Léniniste Marocain (M.M.L.M), et en particulier de l'organisation Ila Al-Amam (En avant), qui militait dans la clandestinité* " (Sources : [www.annahjaddimocrati.org](http://www.annahjaddimocrati.org)). Elle a refusé de cautionner la révision constitutionnelle de 1996 et appelé à boycotter les élections législatives de 1997 et 2002.

<sup>19</sup> Le label ATTAC n'est-il pas alors pour ces militants une sorte de " refuge " en attendant d'être officiellement reconnu comme parti politique ?

a finalement lieu un an plus tard, le 15 juillet 2001 et alors qu'aucun groupe local n'a véritablement de travail concret à son actif, la présence massive de militants *d'An-Nahj Ad-Dimocrati*, permet à ce groupe d'assurer un contrôle de l'organisation. Des statuts sont élaborés qui renforcent le rôle du Secrétariat National au détriment des groupes locaux. Dès lors, pour reprendre la typologie précédemment évoquée, vont s'affronter, pour le contrôle de l'association, des militants ayant une autre appartenance politique (principalement à *An-Nahj Ad-Dimocrati*, mais pas exclusivement) et d'autres pour lesquels l'ATTAC est leur seule appartenance. Les premiers auront tendance à privilégier leur organisation d'origine et neutraliser ainsi toute velléité d'indépendance de l'ATTAC ; les seconds beaucoup plus actifs dénonceront l'immobilisme des précédents. Les conflits au sein des instances nationales vont ainsi se refléter au niveau local et être le moteur du développement de l'association. La course est ainsi engagée entre les différentes tendances pour la création et le contrôle des sections locales. En l'espace de moins de deux ans, celles-ci fleurissent un peu partout dans le Maroc – à Fès, Tanger, El Hajeb, Agadir, Zagora, etc. –, sans véritable base militante.<sup>20</sup> L'enjeu est interne : pouvoir aligner les cartes d'adhésion lors du prochain Congrès. Mais il est aussi externe : bouleverser et agiter le champ militant de la gauche radicale au niveau local par l'intermédiaire d'une nouvelle organisation qui fournit ainsi des débouchés à des individus dont la carrière militante était bloquée. S'attarder sur le contexte et les détails de ces premières réunions permet de souligner la concurrence entre les différents groupes, l'exacerbation des conflits mais aussi la contrainte imposée par le régime, et de montrer ainsi quels ont été les éléments moteur du développement de l'association.

#### **La relation à l'ATTAC France : entre ressources et contraintes**

Après avoir mis en évidence le contexte d'importation et d'implantation de l'ATTAC au Maroc, il semble intéressant de se pencher sur la place de l'exportateur, et d'analyser les relations à l'ATTAC France à la fois comme une contrainte et une ressource de la mobilisation.

On se gardera de parler de véritable stratégie planifiée pour un développement international de l'ATTAC<sup>21</sup>. Les différents comités à l'étranger se sont créés sur la base d'initiatives locales et demeurent totalement autonomes et indépendants par rapport à l'association française. Si, comme semble le suggérer Bernard CASSEN<sup>22</sup>, cet essaimage s'est fait surtout sur la base de relations personnelles et informelles, peut-être faut-il souligner la spécificité dans ce domaine des pays du Maghreb. Les liens historiques, mais aussi et surtout, la situation politique tunisienne et la forte répression qui sévit dans ce pays – et dans une moindre mesure au Maroc – ont conduit à la constitution et à un minimum de formalisation au sein de l'ATTAC France d'un *groupe Méditerranée*<sup>23</sup>. A l'origine, la demande de militants tunisiens qui, lors de la création du *Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement (RAID)*<sup>24</sup>, avaient sollicité un soutien de l'ATTAC France et plus précisément une présence française lors de la tenue d'une réunion interdite par les autorités. C'est le responsable de l'ATTAC Rhône qui, à la demande des instances nationales françaises, avait fait le déplacement. A partir de ce lien, et afin de soutenir l'initiative tunisienne, s'est constitué un regroupement de comités locaux français en charge des relations avec les pays méditerranéens. Plus tard, face aux difficultés que les militants marocains rencontrent pour obtenir une reconnaissance officielle de leur

<sup>20</sup> C'est par exemple le Secrétaire National qui active des réseaux personnels dans sa région d'origine au Sud du Maroc.

<sup>21</sup> En l'absence de données et de recherches sur ce point, on restera prudent dans l'énoncé de cette hypothèse.

<sup>22</sup> CASSEN Bernard, *Tout a commencé à Porto Alegre... Mille forums sociaux !*, Paris, Mille et une Nuits, 2003, 220 p. [Si nous avons utilisé cet ouvrage comme une source d'informations, nous l'avons surtout abordé en tant qu'objet d'étude, comme la parole d'un des acteurs majeurs de Porto Alegre et du mouvement anti-mondialisation]

<sup>23</sup> Coordonnée par l'ATTAC Rhône, ce groupement de comités s'est étoffé au fil du temps pour réunir environ une petite dizaine de comités locaux investis à des degrés divers : ATTAC Rhône, ATTAC Marseille, ATTAC Limoges, ATTAC Bordeaux, ATTAC Grenoble, etc.

<sup>24</sup> Nom de l'organisation tunisienne membre de la plate forme internationale du mouvement ATTAC.

association, ils se retournent à leur tour vers la France. Cette demande de soutien arrive alors logiquement devant le *groupe Méditerranée*. L'ATTAC Rhône, déjà fortement impliquée sur une situation tunisienne compliquée et tendue, sollicite les bonnes volontés d'autres comités locaux. Au final, c'est le comité de Limoges qui devient groupe "réfèrent" pour le Maroc, mais cette désignation n'est pas allée sans d'âpres discussions au sein de l'ATTAC France, le Comité de Marseille revendiquant lui aussi une telle fonction. Si les militants français minimisent aujourd'hui cet épisode comme anecdotique, nous reviendrons dessus plus loin en ce qu'il est révélateur du type de relations entre les associations françaises et marocaines. Toujours est-il que l'ATTAC Limoges lance une pétition de soutien à l'association marocaine et recueille ainsi plus de 4500 signatures. En guise d'appui, son président assiste également, en tant qu'observateur, au premier Congrès de l'association marocaine en juillet 2001.

Se pencher sur les relations entre le Maroc et la France impose de souligner que, statutairement, la structure nationale de l'ATTAC France ne peut avoir de contact qu'avec son équivalent au Maroc, à savoir le Secrétariat National. Cependant, dans un contexte marocain de conflit exacerbé entre certains groupes locaux – en particulier celui de Rabat – et le Secrétariat National, ces relations ne vont pas manquer d'en être affectées. Ce que l'on souhaiterait mettre en évidence ici est le parallèle qu'il est possible d'établir entre l'ATTAC France conçue comme un champ de positions et d'oppositions entre différentes tendances politiques<sup>25</sup> et son équivalent au Maroc.

La gauche radicale marocaine est très fortement marquée par l'anti-impérialisme et a souvent entretenu des relations complexes avec l'Europe et, en particulier, la France ou l'Espagne, anciennes puissances coloniales<sup>26</sup>. Dans ces conditions, l'irruption d'un label "ATTAC" qui demeure très fortement lié à la France peut constituer à la fois une ressource mais aussi une contrainte des mobilisations, la cause "anti-mondialisation" pouvant être ressentie et présentée comme extérieure à la situation marocaine. Un des conflits au sein de l'ATTAC Maroc porte ainsi sur l'utilisation qui est faite des mobilisations et du militantisme transnational. De façon schématique, les militants "établis" pour lesquels l'engagement à l'ATTAC demeure secondaire privilégient la scène politique nationale sur laquelle ils sont implantés et dont ils maîtrisent et contrôlent le fonctionnement. En revanche, les "précaires" pour lesquels l'ATTAC constitue le seul engagement – et dont on a vu qu'ils étaient plus ou moins exclus du champ militant national faute d'une organisation où faire carrière – investissent davantage le niveau international de mobilisation et d'action. Si les premiers ont investi le label "ATTAC" – surtout pour empêcher les seconds de se l'approprier –, ils tiennent avant tout à souligner le caractère, à leurs yeux, radicalement différent de la situation marocaine et sont, par conséquent, extrêmement réticents à toute inspiration trop forte venant de l'exemple français. Les "précaires", à l'inverse, se servent de l'agenda international des mobilisations comme d'un levier. En dépit des obstacles matériels, ils s'emploient à multiplier leur participation aux événements internationaux, là où les premiers refusent de transformer l'association en ce qu'ils dénoncent comme "*une agence de voyage*". Ainsi aucun membre du Secrétariat National n'a participé à une mobilisation à l'étranger, là où des groupes locaux en conflit avec celui-ci ont réussi à envoyer quelques membres. Deux militants de l'ATTAC Maroc ont, en effet, participé au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2002 et l'expérience a été réitérée en 2003. Financés par la *Fondation Friedrich Ebert*<sup>27</sup>, ces voyages ont été, au sein de l'association, l'objet de critiques acerbes, leurs détracteurs ne manquant pas de souligner l'origine "sociale-démocrate"

---

<sup>25</sup> Il n'est pas dans notre objectif de rentrer dans le détail des rapports de forces au sein de l'ATTAC France. Un tel travail nécessiterait une recherche en soi afin de saisir les enjeux de chaque champ associatif et militant local. Nous avançons quelques idées et quelques observations quant aux relations Maroc-France glanées à partir de notre terrain marocain.

<sup>26</sup> L'existence de causes transnationales n'est cependant pas nouvelle au Maroc : l'engagement de la gauche marocaine dans l'organisation de la Tricontinentale, la cause palestinienne, etc. en sont autant d'exemples.

<sup>27</sup> Fondée en 1925, la *Friedrich-Ebert-Stiftung (Fondation Friedrich Ebert)* est la plus ancienne fondation politique allemande. Elle porte le nom de Friedrich Ebert social démocrate et premier Président de la République allemande démocratiquement élu. Elle est proche du S.P.D.

de ce soutien financier. La relation à la France est tout aussi instrumentalisée dans les conflits internes au Maroc. Ainsi, afin de dénouer la crise en cours entre le Secrétariat National et certains groupes locaux depuis plus d'un an et demi, une réunion avait été convoquée au printemps 2003. Un des organisateurs avait réussi à faire venir Pierre TARTAKOWSKI<sup>28</sup>, rencontré quelques semaines auparavant à Porto Alegre. Sans doute, à la surprise de l'intéressé lui-même, cette présence était-elle alors censée avoir une valeur cathartique et apaisante. A un autre moment, c'est l'appui de la structure française qui permet d'inviter un militant palestinien, membre d'une association relais de l'ATTAC, et dont la venue est un événement mobilisateur et contribue ainsi au lancement d'un groupe local<sup>29</sup>.

Nous souhaiterions enfin brièvement revenir sur la concurrence, évoquée précédemment, qui a opposé le comité de Limoges à celui de Marseille pour s'imposer comme " référent-Maroc ". Si le *groupe Méditerranée* au sein de l'ATTAC France est un minimum institutionnalisé, son fonctionnement demeure informel et le travail avec le Maroc se fonde avant tout sur des relations personnelles. Sans doute convient-il ici de souligner le rôle de militants français d'origine marocaine qui, de par leur connaissance du champ politique de ce pays et leur compétence linguistique, en viennent tout naturellement à jouer les intermédiaires. S'ils militent au sein de l'ATTAC France, ces individus ont aussi pour beaucoup un passé militant marocain. Ainsi, si l'ATTAC France ne peut avoir de relation qu'avec l'ATTAC Maroc, le comité de Limoges avait quant à lui noué des relations privilégiées avec le groupe de Rabat en conflit ouvert avec son Secrétariat National. Cette relation n'a pas manqué d'être dénoncée par des militants marseillais – revendiquant eux-même le rôle de référent au nom d'une légitimité géographique – et utilisée contre Limoges au nom d'une dangereuse ingérence dans les affaires marocaines.

#### **Répertoires et causes : la nécessaire adaptation au contexte local**

Si, de l'aveu même de ses promoteurs, la cause " anti-mondialisation " ne mobilise guère au Maroc, il nous faut nous attarder sur le répertoire d'action qu'elle utilise pour prendre pied dans le pays. On cherchera à montrer la façon dont elle alterne et jongle entre agenda international et causes locales. Le processus de création de l'association marocaine est quasiment concomitant de la tenue de la 4<sup>ème</sup> Conférence euro-méditerranéenne des Ministres des Affaires Etrangères.<sup>30</sup> Prévues à Marseille les 15 et 16 novembre 2000, l'événement est précédé, comme cela est désormais la tradition depuis le début du processus en 1995, d'un Forum Civil à la coloration plus ou moins institutionnelle. Parallèlement, le *groupe Méditerranée* au sein de l'ATTAC France, en lien avec le *RAID* tunisien, lance l'organisation d'un Forum alternatif. Les débuts de l'ATTAC Maroc sont donc indissociables d'une critique du Partenariat Euro-Méditerranée et de l'objectif de la Zone de Libre Echange fixé à l'horizon 2010. Les premières mobilisations concrètes des militants marocains se font donc sur ce thème et leur première publication se veut un point de vue de l'association sur le dossier euro-méditerranéen dans la perspective d'un sommet alternatif.<sup>31</sup> Autre exemple de l'interaction entre le développement de l'ATTAC Maroc et l'agenda institutionnel international, la tenue à Marrakech, à l'automne 2001, d'une conférence sur les changements climatiques<sup>32</sup> qui

---

<sup>28</sup> Membre fondateur de l'ATTAC France.

<sup>29</sup> Hassan Barghouti, membre du *Democracy and Workers' Rights Center (DWRC)* a été invité par un collectif d'associations à intervenir dans une réunion publique, le 24 mars 2002, à Beni Melal, sur le développement de la " société civile " dans les Territoires Palestiniens.

<sup>30</sup> Le 28 novembre 1995, les ministres des affaires étrangères des quinze pays de l'Union européenne et de douze partenaires méditerranéens (Algérie, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité Palestinienne) ont adopté la Déclaration de Barcelone, initiant ainsi le Partenariat Euro-Méditerranéen.

<sup>31</sup> ATTAC / Maroc, *Ensemble, se réapproprier l'avenir de la Méditerranée. Pour des rencontres alternatives*, 2000, 57 f.

<sup>32</sup> Il s'agit de la COP7, ou Septième Conférence des Parties (CdP-7) de la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques (CCCC) conclue en 1992, qui s'est tenue à Marrakech du 29 octobre au 9 novembre 2001.

mobilise fortement, pour un temps du moins, le groupe local de cette ville. Les actions menées en Europe lors du Sommet de Séville<sup>33</sup> donnent également aux militants marocains l'occasion et les moyens de s'activer. Ainsi, les marches européennes contre le chômage trouvent un écho dans les manifestations organisées simultanément à Tanger et donnent, pour la première fois, l'occasion à plusieurs groupes locaux – Tanger, Tétouan, Agadir, Rabat – de se retrouver et d'agir un minimum de concert. Plus récemment encore, ce sont les mobilisations anti-guerre qui, au début de l'année 2003, permettent à des militants locaux de s'affirmer, de construire progressivement la légitimité de l'ATTAC et d'inscrire ainsi l'association dans le champ militant local. Ces campagnes anti-guerres, si elles sont potentiellement porteuses et mobilisatrices, n'en illustrent pas moins les tensions et difficultés, pour les marocains, à s'insérer dans l'agenda international des mobilisations. Ainsi, le 15 février 2003 fixé lors du Forum Social Européen de Florence comme date mondiale de manifestation comme la guerre ne sera relayé au Maroc qu'une semaine plus tard.<sup>34</sup>

Au delà du rôle joué par l'agenda international dans l'émergence d'une association marocaine, celle-ci s'appuie avant tout sur des réseaux militants qui lui pré-existent et cherche à se réappropriier des problématiques locales de mobilisation. Dans les premiers temps, alors que l'association n'est pas encore officiellement reconnue et se trouve confrontée à des problèmes matériels et quotidiens d'existence, ses réunions sont hébergées par des syndicats, la *Confédération Démocratique du Travail (CDT)* à Casablanca ou bien l'*Union Marocaine des Travailleurs (UMT)* à Rabat. Elle y côtoie dans les couloirs, d'autres groupes, qui comme elle, non reconnus, sont abrités par les syndicats. Ainsi, à Rabat, au delà des affinités idéologiques, de nombreux militants de l'*Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc (ANDCM)*<sup>35</sup> parce que, pour le dire vite, ils se trouvent dans les mêmes locaux et " ont du temps ", militent également à l'ATTAC. Ce n'est donc pas un hasard complet si la première publication du groupe de Rabat concerne ce problème social et cette catégorie de militants<sup>36</sup> qui, avec déjà plusieurs années d'existence, ont développé des pratiques, noué des réseaux sur lesquels la nouvelle association va pouvoir s'appuyer. Le déménagement de cette dernière entraînera une baisse des effectifs et un éloignement progressif avec la cause des diplômés chômeurs.

Si elle s'appuie sur des réseaux militants pré-existants, l'association cherche aussi à adapter au contexte local la cause et les slogans de " l'anti-mondialisation ". Ainsi, dans le Sud du pays, à Zagora, lorsque le Secrétaire National active des réseaux et relations personnelles pour constituer un groupe, il s'insère surtout dans une problématique locale de mobilisation. Depuis un certain nombre d'années dans toute la région, le tissu associatif est mobilisé sur la question de la pollution de la nappe phréatique due à l'exploitation d'une mine par une filiale de l'*Omnium Nord-Africain (ONA)*<sup>37</sup>. Il était impossible pour un groupe local de l'ATTAC d'émerger et d'exister dans le champ associatif local sans s'insérer dans un collectif et intervenir sur cette question. Ainsi afin d'élargir son audience, l'association a le souci constant de faire le lien entre les thèmes généraux de l'ATTAC et des luttes anti-mondialisation et les problématiques plus locales qui touchent le quotidien des gens. Une autre fenêtre d'opportunité politique a été fournie à l'association par les nombreux problèmes liés à la privatisation des services de gestion et distribution de l'eau dans plusieurs grandes villes. A Rabat, par exemple, le passage à une gestion " déléguée " a entraîné une modification et augmentation de la tarification non

---

<sup>33</sup> Sommet européen de Séville, du 20 au 22 juin 2002.

<sup>34</sup> Ce décalage par rapport à l'agenda international des mobilisations dépasse très largement le cadre de notre objet d'étude, l'ATTAC Maroc étant bien incapable de mobiliser seule sur cette question. Ce point renvoie donc plus largement au fonctionnement du champ politique marocain.

<sup>35</sup> Créée en octobre 1991, l'ANDCM s'est donnée pour objectif de faire valoir le droit au travail des chômeurs diplômés. 10 ans plus tard, elle rassemblait près de 20 000 adhérents dans plus de 140 sections. [Sources : ATTAC Maroc – groupe Rabat, *Diplômés chômeurs*, Casablanca, Tarik éditions (collection Les Actuelles), 2001, 105 p. (bilingue arabe-français)]

<sup>36</sup> ATTAC Maroc – groupe Rabat, *Diplômés chômeurs*, Casablanca, Tarik éditions (collection Les Actuelles), 2001, 105 p. (bilingue arabe-français)

<sup>37</sup> L'ONA est le premier groupe privé marocain. Il représentait en 2000 près de 20 % du PIB du Royaume et 60 % de la capitalisation boursière nationale.

adaptée à la réalité sociale. Certaines familles de milieux populaires se sont ainsi retrouvées face à des factures "surréalistes" qu'elles étaient dans l'impossibilité de régler. Une telle situation a provoqué une mobilisation de la population de *Yacoub Al Mansour*, quartier populaire de la capitale<sup>38</sup>. Si l'ATTAC Rabat n'est en aucun cas à l'origine de cette mobilisation quasi "spontanée", sollicitée par les habitants concernés, elle a cependant œuvré pour se greffer sur ce micro-mouvement social et lui apporter son soutien. Sans doute a-t-elle joué un rôle non négligeable dans la mise en forme de la mobilisation : elle a apporté ses compétences en matière de relations avec la presse, de rédaction des doléances, de négociations avec les pouvoirs publics et la société privée concernée à des usagers bien peu habitués à ce genre de pratiques et jusque là fort éloignés de toute action militante.

Activation de réseaux militants pré-existants, adaptation à des causes locales, mais que dire alors du répertoire d'action protestataire mobilisé par l'ATTAC Maroc ?<sup>39</sup> Si, à défaut de pouvoir faire nombre, l'association cherche avant tout à s'insérer dans des collectifs et privilégie le recours à des réunions d'informations ou journées d'études, nous souhaiterions surtout ici, reprenant en cela le travail de Frédéric VAIREL, souligner le rôle de l'Etat en le considérant comme un acteur à part entière qui interagit dans les processus de mobilisation. La rareté du répertoire d'action et les contraintes imposées par le régime laissent finalement peu de recours à l'association.

L'émergence de la cause "anti-mondialisation" au Maroc dépasse très largement le cadre de l'ATTAC puisqu'un Forum Social, organisé en décembre 2002, a rassemblé bien au delà des militants de la gauche radicale, un nombre bien plus important d'associations. Nous souhaiterions alors apporter quelques compléments à la description et aux réflexions esquissées précédemment par une analyse de la genèse de ce Forum Social afin d'en mettre en lumière les processus d'importation-exportation.

### L'importation-exportation d'un Forum Social au Maroc :

Nous essayerons, dans un premier temps, de cartographier des parallèles entre le champ international des Forums Sociaux et le champ des entrepreneurs marocains de cette cause. Produit de l'alliance et de l'interaction d'intérêts divergents, le Forum Social Maroc pourra alors être analysé comme la mise en scène d'un champ associatif national émergent.

#### ***Forum Social, Forums Sociaux : des accès différenciés à une configuration internationale concurrentielle :***

Attardons-nous, tout d'abord, sur la dynamique internationale et la configuration des Forums Sociaux. Loin de considérer cet objet comme un espace unifié et monolithique, nous souhaiterions l'aborder comme un ensemble de champs - lieux d'expression de rapports de force - à différents niveaux qui s'imbriquent et entrent en

---

<sup>38</sup> Le 1<sup>er</sup> janvier 1999 a été créé la REDAL en remplacement de la RED. Ce changement de nom correspond au passage d'une régie de distribution de l'eau et de l'électricité, établissement public communal, à une gestion "déléguée" à un consortium hispano-portugais. La répercussion sur les tarifs a entraîné une mobilisation des usagers de *Yacoub El Mansour* qui se sont relayés pour maintenir un sit-in devant le siège de la REDAL, ont interpellé la presse, les pouvoirs publics, rédigé un cahier de doléances, etc.

<sup>39</sup> A défaut de nous attarder suffisamment sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à l'intéressante communication de Frédéric VAIREL, "Sit-in et réforme autoritaire : sur la naturalisation problématique d'un répertoire", Communication aux Journées d'études "Réformes et mobilisation au Maroc", Centre Jacques Berque pour les études en Sciences Humaines et Sociales. Rabat, 7-8 avril 2003.

interaction<sup>40</sup>. " Il n'existe pas de " directoire central " des mouvements anti-mondialisation, pas d'organisation qui d'en haut, d'un coup de baguette magique fixerait l'agenda des manifestations, désignerait les cibles ou codifierait les règles de leurs actions. Pour autant, autonomie ne veut pas dire désordre. Si les mouvements veillent jalousement à garder leur indépendance, dans le même temps, ils s'organisent et se structurent en réseaux, alerté dans l'instant grâce aux messages internet. " <sup>41</sup> Ainsi, les mobilisations " anti-mondialisation " seraient-elles la résultante des interactions entre des champs nationaux, régionaux, internationaux, voire spécifique à certains secteurs mobilisés et surtout en perpétuelle évolution due à l'entrée en scène et l'incorporation de nouveaux acteurs. Le champ des Forums Sociaux Mondiaux dont la coloration était initialement très fortement brésilienne et française a commencé à intégrer lors de sa seconde édition les réseaux nord-américains<sup>42</sup>. En 2003, la presse a été unanime pour souligner l'entrée en scène des mouvements chrétiens<sup>43</sup> qui, à l'image du *Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)*, ont décidé d'investir cette arène en invitant des partenaires du Sud<sup>44</sup>. Les deux éditions du Forum Social Africain à Bamako en 2001 et à Addis-Abeba en 2002, ont été marquées par d'autres configurations et la présence d'autres acteurs. Ainsi serait-il possible de multiplier les exemples : Forums Sociaux Européens, projet de Forum Social Méditerranée, etc. Pour ce qui est de notre objet, il est intéressant de constater que ces différentes arènes, considérées comme autant de " champs ", constituent pour les militants impliqués dans l'organisation du premier Forum Social Maroc autant de ressources différenciées. En d'autres termes, au gré de son histoire, du capital social dont il dispose, chaque militant – et au delà chaque organisation – a noué des liens spécifiques avec tel ou tel réseau et ainsi développé des stratégies d'internationalisation diversifiées. Il nous appartient donc, en analysant la genèse et l'histoire du Forum Social Maroc, d'identifier les différents acteurs impliqués et surtout de cartographier leurs canaux d'accès et d'interaction avec l'agenda international ou, plus exactement, les champs et agendas internationaux des mobilisations.

### **Un Forum Social Maroc ou la construction et la mise en scène d'un champ associatif national :**

L'histoire du premier Forum Social Maroc prend naissance à Porto Alegre à travers la présence d'un certain nombre de militants marocains. Si lors de la première édition, la présence marocaine est peu significative, à la fois en termes de nombre de militants et d'organisations représentées – ce sont plus des démarches individuelles – dès la seconde édition le nombre de participants augmente. A ce stade, sans doute est-il intéressant de souligner par quels réseaux ces différents militants sont invités. En d'autres termes, et de façon caricaturale, dire qui les invite et paie leur billet d'avion afin de déterminer leur positionnement dans le " champ " de Porto Alegre. Nous avons vu qu'en 2002, deux militants de l'ATTAC avaient pu se rendre à Porto Alegre grâce à un financement de la *Fondation Friedrich Ebert*<sup>45</sup>... En outre, en liaison avec l'association française, les liens de l'ATTAC Maroc se font essentiellement avec des réseaux européens. Par ailleurs, trois militants de *l'Espace Associatif*<sup>46</sup> ont vu leur voyage pris en charge par l'ONG canadienne

<sup>40</sup> Nous dépassons ici le cadre *stricto sensu* de notre terrain d'enquête et n'émettons que quelques hypothèses. Ces dernières ne pourraient être étayées qu'à partir d'un travail sur la composition et le fonctionnement des différents comités d'organisation et autres instances internationales des Forums Sociaux.

<sup>41</sup> *Le monde*, 27-28 janvier 2002.

<sup>42</sup> CASSEN Bernard, *op. cit.*

<sup>43</sup> " Porto Alegre, la grand-messe des cathos ", *Libération*, 24 janvier 2003.

<sup>44</sup> C'est, par exemple, le *CCFD* qui a payé le billet d'avion et l'hôtel à 40 délégués du Sud parmi ses partenaires. *Libération*, 24 janvier 2003.

<sup>45</sup> L'origine de ce financement n'est pas pour autant significatif, mais plus liée à des circonstances conjoncturelles et des liens personnels.

<sup>46</sup> Fondé en 1996, l'Espace Associatif définit lui-même sa finalité comme étant " la promotion du mouvement et de l'environnement associatif au Maroc. Ses objectifs sont notamment ceux d'information, de formation, de renforcement institutionnel et de conseil des associations

*Alternatives*. Née du rassemblement de plusieurs organisations de solidarité internationale liés à des exilés politiques en provenance d'Amérique du Sud, d'Asie et du Maghreb, cette ONG canadienne avait travaillé, dès la fin des années 1980, sur la problématique urbaine à Porto Alegre bien avant le premier Forum Social. De façon discrète, elle a activement participé à la création de l'*Espace Associatif* au Maroc. Elle est impliquée dans la dynamique des Forums Sociaux Africains, tout au moins le premier qui s'est déroulé à Bamako. Elle a également appuyé la création de l'*Arab Network for Development (Ash-Shabakat Al-'Arabyia lil-Tanmyia)* à partir duquel les prémises d'une réflexion sur un Forum Social Arabe ont été esquissées. Ces multiples réseaux fournissent ainsi aux militants de l'*Espace Associatif* un accès à la fois à Porto Alegre, mais aussi et surtout au Forum Social Africain et aux quelques réseaux arabes qui tentent de s'insérer dans le mouvement. Une autre militante de l'*Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED)*<sup>47</sup> a, quant à elle, vu son voyage pris en charge par le CCFD. Enfin, deux parlementaires marocains du *Parti du Progrès et du Socialisme (PPS)*<sup>48</sup> ont été, de leur côté, invités à Porto Alegre par le Forum des Parlementaires et y ont représenté à la fois le Maghreb mais également l'ensemble de l'Afrique. L'un d'eux est par ailleurs très impliqué dans le Forum Social Africain et oeuvre pour que sa troisième édition aie lieu au Maghreb. Sans être exhaustif sur l'ensemble des participants marocains à Porto Alegre II, cette liste regroupe néanmoins les principaux animateurs du Comité Préparatoire au Forum Social Maroc.

Deux initiatives, à l'origine séparées, vont finir par se réunir pour donner naissance à cet événement. Les militants de l'*Espace Associatif* et de l'*AMSED* avaient déjà évoqué cette possibilité lors d'une discussion informelle au Brésil et ont repris l'idée une fois de retour au Maroc. Leurs réflexions assez lentes et évanescences vont s'accélérer sous la pression de la seconde initiative. L'un des députés *PPS*, évoqué précédemment, invité par l'ATTAC Rabat à une rencontre contre les privatisations lance une idée similaire. Ce qui n'était, de part et d'autre, que l'envie de restituer l'expérience vécue au Brésil va assez vite se transformer en l'organisation d'un véritable Forum Social. Respectant la non implication des partis politiques dans l'organisation des forums, le *PPS* agira par l'intermédiaire du *Centre d'Etudes et de Recherches Aziz BELAL (CERAB)*<sup>49</sup>, proche du parti. Ces deux projets qui fusionneront par la suite, représentent deux tendances assez différenciées, elle-même non homogènes. D'un côté, on trouve des associations de développement qui ont des pratiques de partenariat avec des ONG internationales mais aussi avec les pouvoirs publics marocains et qui s'insèrent ainsi dans des politiques et des programmes de développement et de coopération. On se gardera cependant de trop vouloir réifier les collectifs étudiés, car ils sont aussi composés d'acteurs et de militants aux trajectoires singulières et complexes<sup>50</sup>. Une ONG de développement, même si elle peut-être décrite comme un sous-traitant mettant en place des fragments d'action publique, conserve aussi d'autres dimensions d'autant plus quand ses fondateurs sont d'anciens militants politiques radicaux reconvertis. De l'autre, on a à faire à des organisations plus politiques et radicales qui développent des postures beaucoup plus critiques vis-à-vis des

---

*oeuvrant au Maroc pour le développement démocratique, la coordination et la concertation inter-associative.* " (Article 4, de ses statuts). Il est, ce que l'on pourrait appeler, une sorte d' " organisation parapluie ", aujourd'hui tiraillée entre une logique de gestion de programmes de développement et des origines plus politiques à travers certains de ses fondateurs issus de la gauche radicale marocaine.

<sup>47</sup> Créée en 1993, par d'anciens employés marocains du *Catholic Relief Service (CRS)*, cette ONG marocaine de développement, la plus importante en termes de budget, intervient en majorité dans le monde rural. Son origine et la composition de ses instances – qui regroupent des représentants du Christianisme, de l'Islam et du Judaïsme – lui confèrent un accès aux mouvements chrétiens de solidarité internationale.

<sup>48</sup> Créé en 1974, le *PPS* est un des héritiers directs du *Parti Communiste Marocain*.

<sup>49</sup> Le Centre a été fondé en hommage à l'économiste marocain et homme politique Aziz BELLAL.

<sup>50</sup> Parfois, une ambiguïté s'installe lorsque des militants, face aux réticences et tergiversations de leur organisation, décident de s'engager à titre personnel. Ils n'en demeurent pas moins très fortement identifiés à leur structure et utilisent les réseaux et ressources symboliques de celle-ci.

promoteurs d'actions publiques<sup>51</sup>. Aucune de ces deux tendances n'était probablement capable d'organiser seule un tel événement. Et le Forum Social va finalement être le résultat d'une alliance entre des compétences – des capitaux sociaux – et des intérêts divergents. Si chacun accepte de s'épuiser dans un fastidieux et interminable processus de préparation, c'est pour ne pas laisser le terrain libre aux autres, garder un minimum de contrôle sur le Forum et empêcher qu'ils ne soient monopolisés par une tendance. De par leur expérience, les associations de développement ont commencé à déployer des activités dans l'ensemble du pays et font ainsi bénéficier le Forum d'un carnet d'adresses, d'un réseau de partenaires associatifs en provenance de la quasi totalité des régions marocaines. Vu son audience et son implantation, l'ATTAC<sup>52</sup> était quant à elle bien incapable de mobiliser de la sorte. En revanche, compte tenu de sa plus forte insertion dans les Forums internationaux, et en particulier les réseaux européens, elle a pu lancer des invitations à quelques figures étrangères de la cause " anti-mondialisation ".<sup>53</sup>

Ici également, les clivages s'expriment en termes idéologiques. De l'aveu même des membres du Comité Préparatoire, les discussions quant au programme et au contenu politique du Forum ont été vives et animées<sup>54</sup>. Et finalement, face à l'impossibilité de s'entendre sur ce point, le Comité Préparatoire a renoncé à rédiger un texte proprement marocain et repris la Charte de principe du Forum Social Mondial de Porto Alegre comme document de référence. Ce texte a donc joué le rôle de ressource internationale unificatrice pour des organisations et des militants extrêmement divers.

### **Une alliance d'intérêts divergents :**

Au delà des aspects idéologiques et politiques, la contrainte matérielle a fortement pesé sur l'organisation d'un tel événement. Le Maroc est peu habitué à ce genre de manifestation, et se sont alors posés des problèmes d'autorisation et plus concrètement de lieu d'accueil et d'hébergement. Pour les organisateurs, la prise en charge financière des participants était la condition *sine qua non* pour obtenir une représentativité maximum, à la fois géographique et sectorielle, d'un tissu associatif aux moyens financiers extrêmement précaires. La recherche de fonds a donc été une dimension centrale de la réussite du Forum. Ce sont ici les associations de développement, connues et reconnues, qui ont sollicité leurs bailleurs de fonds habituels. Ainsi, *Oxfam Québec*, *Intermon*, le *CCFD*<sup>55</sup>, l'association québécoise *Droit et Démocratie* ont participé au financement de l'événement. Au delà de ces soutiens étrangers, gages de reconnaissance et de " sérieux ", il convient de se pencher sur le rôle joué par l'*Agence de Développement Social (ADS)*. Cet organisme est un établissement public marocain qui, s'il jouit de l'autonomie administrative et financière, n'en est pas moins sous la tutelle de l'Etat. L'ADS a bénéficié à sa création d'un appui de la Banque mondiale et peut être considérée comme la forme marocaine prise par un Fonds de Développement Social tel que la Banque en a initiés ailleurs. Son appui matériel<sup>56</sup> et au delà la forme de reconnaissance officielle que son soutien comporte ont été fondamentaux. Le Forum a été hébergé dans un Complexe Culturel et Sportif géré par le Ministère de la Jeunesse et des Sports qui n'aurait sans doute jamais accueilli un tel événement sans le soutien de

<sup>51</sup> Encore faudrait-il nuancer ce tableau, le député PPS ayant occupé un poste de Secrétaire d'Etat dans le premier gouvernement d'alternance dirigé par le socialiste Abderrahman YOUSOUFI.

<sup>52</sup> Il faut signaler ici que seul le groupe de Rabat était engagé dans le processus du Forum. Compte tenu des conflits internes à l'association, le Secrétariat National a été tenu à l'écart du Comité Préparatoire.

<sup>53</sup> Parmi les invités étrangers, sont notamment intervenus lors du Forum Social Maroc : Claudio KATZ, économiste argentin, Michel WARCHAWSKI, membre de Missions Civiles en Palestine, Damien MILLET, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM), etc.

<sup>54</sup> Les uns et les autres s'accusant (s'insultant ?) soit de " trotskistes " soit de " sociaux démocrates " !

<sup>55</sup> Une première discussion informelle avait eu lieu sur ce sujet, à Porto Alegre dès janvier 2002, entre des représentants d'associations marocaines (l'*Espace Associatif* et l'*AMSED*) et un représentant du *CCFD*. Ce dernier avait alors proposé son appui à toute initiative marocaine pour organiser un Forum.

<sup>56</sup> L'ADS a contribué à plus de 40 % du budget du Forum Social Maroc.

l'ADS.<sup>57</sup> Sans doute peut-on s'attarder sur les raisons qui ont poussé l'Agence à investir et s'investir de la sorte dans le premier Forum Social organisé au Maroc. Créée en 1999, l'ADS dont la réussite dépend, en partie, des bonnes relations qu'elle peut nouer avec le tissu associatif marocain<sup>58</sup>, a cependant été accueillie assez fraîchement par ce dernier. Elle fut accusée tout à fois d'être un bras armé de la Banque mondiale et de vouloir contrôler l'aide internationale à destination des ONG marocaines. Son directeur ne cache pas qu'un soutien au Forum Social a aussi constitué une entreprise de " séduction " du monde associatif marocain et de promotion de l'image de l'Agence. Concrètement, le Forum a été pour l'ADS une entreprise de communication, un excellent moyen de se faire connaître à l'occasion d'un événement qui, de façon exceptionnelle, a concentré au même moment, sur un même lieu un éventail extrêmement diversifié de militants associatifs qu'elle n'a pas véritablement l'habitude de toucher. Sans doute est-il intéressant de s'attarder un bref instant sur la personnalité de son directeur. Economiste, membre de l'*Union Socialiste des Forces du Progrès (USFP)*, cet universitaire a développé de nombreuses activités dans le domaine de l'économie sociale, des coopératives, et également participé à la création de réseaux internationaux dans ce domaine. Il a été consultant pour l'USAID, l'OMS, la Banque mondiale, le PNUD et également conseiller dans plusieurs cabinets ministériels depuis l'entrée de l'*USFP* au gouvernement en 1998. Et, il a également participé au second Forum Social de Porto Alegre en janvier 2002.<sup>59</sup>

Si en s'alliant avec des organisations moins radicales, certains militants – comme ceux de l'ATTAC – ont dû faire des concessions politiques et idéologiques parfois mal acceptées, ils ont aussi pu bénéficier du capital relationnel d'un autre type de militants. L'*AMSED* comporte dans son Conseil d'Administration un certain nombre de fonctionnaires et, de son côté, après des débuts marqués par des relations difficiles avec les pouvoirs publics marocains, l'*Espace Associatif* a développé une stratégie de partenariat avec ceux-ci.

Un des enjeux du Comité Préparatoire a été l'examen attentif de la liste des participants. Après avoir envisagé un Forum ouvert, certains craignant être débordés ont tenté de contrôler les invitations au prétexte d'assurer une représentativité géographique et sectorielle du tissu associatif et de tenir compte des contraintes matérielles. Au final, certains groupes restreints mais extrêmement bien organisés et homogènes ont pu donner l'impression de monopoliser la parole et conférer ainsi une coloration particulièrement " rouge " au Forum. En l'absence – ou quasi absence – des syndicats, l'événement a regroupé des associations qui oeuvrent surtout dans le domaine du développement ou de la culture. En somme, comme le fait remarquer un militant marocain, les rencontres de *Bouznika*, les 20, 21 et 22 décembre 2002, pourtant labellisés " Forum Social Maroc ", ont offert une image bien différente de ce qu'il a eu l'occasion d'observer quelques semaines plus tard à Porto Alegre III.<sup>60</sup> Sans de véritable mouvement

---

<sup>57</sup> Nous ne nous attardons pas ici sur la question des libertés publiques et des problèmes liés à l'organisation d'un tel événement vue la législation marocaine en la matière et surtout la pratique du Ministère de l'Intérieur dans ce domaine.

<sup>58</sup> " *La création de l'Agence de développement social, annoncée dans la déclaration gouvernementale s'assigne comme objectif fondamental l'atténuation du déficit social qui touche plus particulièrement les couches les plus vulnérables.*

*L'action de l'Agence de développement social, établissement public vient compléter le dispositif mis en place par le gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté. Son action complète celles menées par les départements ministériels et organisations concernées oeuvrant dans l'action sociale.*

*Par la souplesse de sa gestion et par sa démarche participative et communautaire, fondée sur le principe de partenariat avec les secteurs associatifs et privés, [...]"* Projet de loi n° 12-99 portant création de l'Agence de développement social, Préambule.

<sup>59</sup> Que dire également du positionnement politique que constitue un soutien au Forum Social pour un directeur d'Agence, membre de l'*USFP*, face à un Ministre de tutelle de couleur politique opposée et avec lequel les relations ont parfois été difficiles ?

<sup>60</sup> " *On a réuni les associations, c'est des structures qui travaillent pour le développement local, la culture, etc. tout le discours associatif, mais jusqu'à quel niveau les associations sont en harmonie avec les revendications des populations locales dans les villes ou les campagnes. Elles ne le sont pas, peut-être à 20%, 30%. [...]* L'interaction entre l'action sociale et la société civile, que ce soit au

social marocain, le truchement de l'international a néanmoins permis, au delà des conflits et divergences qui demeurent, de créer des liens entre des structures et des militants qui, sans cette occasion, ne se seraient jamais parlés voire même rencontrés. Conçu à l'origine pour préparer en commun la troisième édition de Porto Alegre, le Forum Social Maroc a surtout été le lieu de mise en scène d'enjeux internes. L'enjeux n'est-il pas aussi, dans le cadre des politiques de développement, l'affirmation d'un secteur associatif qui, sous l'impulsion de quelques entrepreneurs de causes marocains et l'émergence de nouvelles catégories d'action publique importées par les bailleurs internationaux, se construit progressivement ?<sup>61</sup>

En esquissant ainsi quelques pistes pour l'étude des phénomènes de diffusion internationale des idées et des mobilisations – en d'autres termes des processus de mondialisation des causes " anti-mondialisation " – on espère aussi encourager à faire voyager les outils d'analyses de la sociologie. Au delà, on aimerait souligner non seulement la nécessaire articulation des dimensions internes et externes – nationales et transnationales – dans l'approche de tels objets mais surtout réintroduire l'acteur et ses déterminants sociaux trop souvent oublié dans les relations internationales.

---

*niveau associatif ou politique est faible. Ce qui fait que le Forum Social Marocain était à majorité intellectuel. C'est des gens qui ont bien réfléchi, mais est-ce qu'ils représentent les mouvements sociaux, je dis non. Ca va dans le sens de l'anti-mondialisation ? Je dis non. C'est des gens on leur fait une grande rencontre, on s'est dit, on s'inscrit dans le cadre de la problématique de Porto Alegre, le suivi, l'effet, l'actif, le réactif, y a pas. Pour moi, la participation à Porto Alegre est liée à ça. Il faudrait renforcer ça pour qu'on se situe dans la problématique internationale et nationale. [...] Nous nous sommes un Forum Social Maroc mais nous ne sommes pas une structure qui représente le mouvement social marocain. C'est une expérience qu'il faut développer. [...] Lorsque je compare ce qu'on a fait nous avec ce qui se passe en Argentine avec le problème de la dette ou au Brésil, même avec un régime proche, les mouvements n'ont pas faibli. [...] "*.. Entretien. Rabat, le 8 mars 2003.

<sup>61</sup> On replacera alors le Forum Social Maroc dans un processus plus large qui englobe la campagne menée pour une réforme de Dahir de 1958 réglementant le droit d'association, mais aussi le travail du collectif associatif d'observation des élections législatives de septembre 2002, etc.